



Rapport économique 2024

Zimbabwe

Août 2024

Numéro de référence : 500.0 RSH/GROJU

Résumé

La situation économique du Zimbabwe est préoccupante. La dette nationale se creuse de plus en plus et atteint en août 2024 la somme de 20 milliards USD. Une corruption rampante et la difficulté de se fonder sur des chiffres fiables compliquent durement le processus de réengagement du Zimbabwe et plus particulièrement son pilier économique. Pour la première fois depuis la réforme agraire du début des années 2000, le gouvernement du Zimbabwe a alloué un budget spécifique voué à la compensation des fermiers protégés par des accords d'investissement. Si l'argent est déboursé de manière effective, c'est un signal positif qui sera envoyé à de nouveaux investisseurs potentiels. En avril, le Zimbabwe a introduit une nouvelle monnaie locale : le Zimbabwean Gold (ZiG). Par cet acte, le gouvernement souhaite restaurer une stabilité économique et une confiance en la monnaie locale. Le Zimbabwe a même annoncé vouloir supprimer son système de multidevise d'ici 2030. L'impact de El Niño sur les récoltes en début d'année a précipité le pays en état de catastrophe climatique, mettant en péril sa sécurité alimentaire. Le gouvernement a ainsi déclaré avoir besoin de 2 milliards de USD pour faire face à cette situation.

Pour l'année 2024, le Zimbabwe accueille le Sommet de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC). De larges projets de rénovations des infrastructures ont été entrepris dans la capitale pour cet événement.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	7
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	9
3.1	Politique et priorités du pays hôte	9
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) 10	
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	10
4.1	Evolution et perspectives générales	10
4.2	Commerce bilatéral	11
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	12
5.1	Evolution et perspectives générales	12
5.2	Investissements bilatéraux	12
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	13
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	13
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	13
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie.....	14
	ANNEXE 2 – Principales données économiques.....	16
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux.....	17
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	21

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Signes positifs

a) Vaste plan de rénovation des infrastructures

Entre octobre 2023 et juin 2024, le Zimbabwe a consenti d'importants investissements dans son infrastructure, notamment dans les secteurs des transports pour améliorer la mobilité et des centrales électriques pour accroître la capacité énergétique. La construction de barrages résistant aux conditions climatiques est également en cours pour renforcer les capacités agricoles. Ces initiatives, financées à la fois par des fonds publics et privés, marquent un progrès significatif pour le pays.

Parallèlement, le Zimbabwe a lancé plusieurs projets visant à stimuler son développement économique. Cela inclut l'extension de l'Aéroport international Robert Gabriel Mugabe, la construction de centrales thermiques à Hwange et à Gokwe Nord, ainsi que des projets hydroélectriques à Lupane. La construction de nouveaux barrages comme Marovanyati et Gwai-Shangani est essentielle pour l'irrigation et le stockage d'eau, tandis que la réhabilitation des puits améliore l'accès à l'eau potable en zone rurale. Des réformes sont également en cours pour moderniser les infrastructures publiques, y compris la construction d'un nouveau bâtiment parlementaire et la réforme des entreprises d'État. Ces initiatives s'inscrivent dans la Vision 2030 du Zimbabwe, qui vise à moderniser les infrastructures du pays et à stimuler la croissance économique grâce à des partenariats publics-privés et des investissements étrangers directs.

Ces initiatives, bien que motivées par des considérations politiques, et notamment la venue du sommet de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) prévu en août 2024, portent en elles des promesses encourageantes pour le pays. Cependant, la question du financement de ces projets reste épineuse. En raison de la dette nationale et des arriérés, le gouvernement se voit refuser des financements internationaux, le contraignant à recourir à l'emprunt domestique.

b) Nouvelles taxes 2024

Pour l'année 2024, le Zimbabwe a adopté une série de mesures fiscales ambitieuses visant à renforcer ses ressources intérieures. Ces mesures comprennent une augmentation du taux d'impôt sur les sociétés, porté à 25%, ainsi que l'introduction de nouvelles taxes telles que la taxe sur le sucre, la mise en place d'une nouvelle politique de redevances minières en octobre 2022. Cette politique oblige les mineurs à payer la moitié de leurs redevances en minerais et le reste en espèces, ce qui a malheureusement entraîné une accumulation de stocks de minéraux invendus sur le marché international, en raison des sanctions en vigueur restreignant le Zimbabwe à l'accès au commerce international ; ces dernières ont été principalement imposées par les USA, l'UE et la Grande Bretagne.

Pour augmenter les recettes, le gouvernement a également relevé la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 15 % en janvier 2023, ciblant principalement le secteur informel non enregistré malgré la pression fiscale déjà élevée sur la population.

Un impôt sur la fortune pour les propriétés résidentielles de valeur supérieure à 250 000 USD avec un plafond de 50 000 USD a également vu le jour, et une taxe spéciale sur les plus-values des titres miniers. Parallèlement, des mesures administratives renforcées ont été mises en place, incluant l'attribution de pouvoirs élargis à l'Autorité fiscale du Zimbabwe (ZIMRA), des restrictions sur la vente aux grossistes/détaillants non agréés, et des pénalités plus sévères pour non-conformité aux exigences de fiscalisation.

c) ZITF 2024

L'édition 2024 de la Foire Internationale de Commerce du Zimbabwe (ZITF) a marqué un engagement significatif du gouvernement pour revitaliser le secteur économique. Cette

année, la foire a démontré une organisation impressionnante, grandissant en envergure avec la participation de nouveaux exposants, notamment de la Suède et du Brésil.

La ZITF 2024 s'est distinguée par l'inclusion de ces nouveaux pays, élargissant ainsi la portée et l'attrait de l'événement sur la scène internationale. La ZITF 2024 a renforcé son rôle en tant que plateforme clé pour le commerce et l'investissement au Zimbabwe. L'événement continue d'offrir des opportunités majeures pour la visibilité à l'échelle nationale et internationale.

La participation active de la Grande-Bretagne et des États-Unis, qui ont organisé des festivités à Bulawayo, souligne l'importance de cet événement. Des figures importantes du gouvernement zimbabwéen, des ambassades et d'autres institutions y ont également fait leur apparition, renforçant l'importance diplomatique et économique de la ZITF. L'Ambassade prévoit d'y être représentée au niveau du Chef de mission durant l'édition 2025.

d) Système bancaire et sanctions

Le 4 mars 2024, les États-Unis ont annoncé une révision majeure de leurs sanctions, passant d'un régime spécifique à un cadre global via le Programme Global Magnitsky (GloMag). Auparavant, les sanctions étaient régies par des décrets exécutifs annuels visant 58 individus, dont le président Emmerson Mnangagwa (ED), ainsi que 40 entreprises. Désormais, sous GloMag, seuls 14 noms sont listés pour le Zimbabwe, incluant 11 individus liés à l'entourage présidentiel (y compris le Président et la Première Dame) et 3 entreprises appartenant à un proche du président.

Ce changement, marqué par la réduction de 98 à 14 entités sanctionnées, peut être interprété comme un signal positif des États-Unis envers le Zimbabwe. Il favorise particulièrement le secteur privé zimbabwéen et les investisseurs internationaux, en atténuant la perception d'un traitement spécifique plus sévère.

Bien que critiqué officiellement par le gouvernement zimbabwéen comme des sanctions injustifiées et non prouvées affectant le pays, ce changement est perçu positivement par les acteurs internationaux, ouvrant la voie à des opportunités économiques et à un dialogue renforcé.

En parallèle, la loi ZIDERA de 2001, influençant les votes américains dans les institutions financières internationales concernant le Zimbabwe, reste en vigueur mais a peu d'impact pratique, le Zimbabwe étant déjà exclu de ces institutions en raison de ses arriérés financiers. L'Union européenne et d'autres pays occidentaux ont également réduit leurs sanctions, suivant l'initiative américaine. En février 2024, l'UE a limité les siennes à Zimbabwe Defense Industries (ZDI), que les États-Unis ont depuis retirée de GloMag, tout comme le Canada. L'attitude future de l'UE face à cette évolution et un potentiel alignement du Royaume-Uni seront à surveiller.

Ces ajustements pourraient favoriser la procédure de réengagement en cours avec le Zimbabwe, tandis que la Suisse suit de près cette évolution.

Contraintes à la croissance économique

e) Introduction du ZiG

Le 5 avril 2024, le gouvernement du Zimbabwe a lancé une nouvelle monnaie, le ZiG (Zimbabwe Gold), adossée à la réserve nationale d'or. Chaque ZiG est fixé à un taux de change fixe de 1 milligramme d'or pur à 99%. Cette initiative vise principalement à stabiliser l'économie, en particulier face aux défis chroniques d'inflation et de dévaluation monétaire, en utilisant l'or comme référence.

L'objectif déclaré est de restaurer la confiance dans la monnaie nationale et de renforcer la stabilité économique. Le gouvernement espère que le ZiG contribuera à maîtriser l'inflation et à stimuler la croissance économique en stabilisant les prix. En mai 2024, 20% de l'économie fonctionne en ZiG. Le gouvernement souhaite renverser cette tendance d'ici 2030.

Cependant, malgré ces ambitions, cette réforme suscite des critiques. De nombreux observateurs et économistes estiment que des réformes politiques profondes sont

indispensables pour assurer le succès du ZiG. Ils soulignent également l'absence de consultations nationales préalables et rappellent les échecs passés de initiatives similaires, comme les pièces d'or et les billets d'obligations, qui n'ont pas durablement stabilisé l'économie.

Depuis son introduction, le ZiG montre une stabilité relative par rapport au dollar américain. Bien que le Fonds Monétaire International (FMI) ait initialement exprimé un soutien prudent à cette initiative, sa récente mission en juin 2024 a montré plus de réserves. Le FMI reconnaît les efforts du gouvernement zimbabwéen pour promouvoir le ZiG à l'international et dans le commerce international, mais reste prudent quant à ses implications à long terme. La monnaie locale reste malgré tout stable depuis son introduction le 5 avril dernier. Un récent rapport de la banque nationale montre que la confiance dans le ZiG augmente et que les magasins utilisent le taux de change officiel, ce qui présuppose une confiance relative.

Pour soutenir la nouvelle monnaie, le gouvernement a imposé que 50% des taxes des entreprises doivent être payées en ZiG, afin de stimuler la demande pour cette devise nationale. Actuellement, peu de ZiG physiques sont en circulation, avec seulement des billets de faibles valeurs (10 et 20 ZiG) disponibles, dans le but d'éviter une inflation excessive. Des billets allant jusqu'à 200 ZiG ont été promis pour l'avenir, mais leur introduction est soigneusement contrôlée pour maintenir la stabilité monétaire.

Cette stabilité est largement contrôlée par le gouvernement, qui régule également les échanges informels en arrêtant les transactions non autorisées entre le dollar américain et le ZiG à grande échelle.

f) Inflation et PIB

Selon la Banque nationale du Zimbabwe (RBZ), l'inflation annuelle devrait clôturer 2024 en dessous de 5 % tandis que le FMI le situe à 7%, illustrant les divergences de perspectives. Bien que le gouvernement envisage la transition vers une monnaie numérique, le manque de confiance du public et les préoccupations concernant un accès accru du gouvernement à ces fonds ont freiné cette initiative pour le moment.

En dépit de ces efforts, l'inflation reste élevée, avec un taux annuel d'environ 150 % en 2024, bien qu'en baisse par rapport à 2023, elle demeure largement supérieure aux normes internationales. Les politiques monétaires strictes, y compris l'augmentation des taux d'intérêt par la RBZ, visent à contenir cette inflation tout en stabilisant la monnaie. Malgré ces mesures, le défi persiste de restaurer la confiance dans la nouvelle monnaie ZiG et les institutions financières, ainsi que d'implémenter des réformes économiques globales, en particulier en matière de gouvernance.

Malgré des fondations solides pour la croissance économique, notamment dans l'agriculture, le tourisme et les ressources minières, le pays doit relever des défis majeurs, notamment une inflation élevée et une gestion budgétaire volatile. Les prévisions économiques indiquent une croissance modérée de 2 % en 2024 (contre 5,3 % en 2023) et devrait atteindre 6 % en 2025, et ce malgré des défis tels qu'une sécheresse dévastatrice et des problèmes persistants de balance des paiements. Cependant, une reprise est attendue en 2025, soutenue par des initiatives dans l'agriculture et les projets d'investissement en cours dans le secteur manufacturier.

g) Dettes, Réserves et FMI

En 2024, le Zimbabwe montre des signes de résilience économique malgré des défis persistants. La dette publique totale garantie (PPG) s'élevait à 17,7 milliards USD à la fin septembre 2023, dont 12,7 milliards USD de dette extérieure et 5 milliards USD de dette intérieure, selon les chiffres de l'Union Européenne.

Depuis 2023, le Fonds Monétaire International (FMI), sous l'impulsion du gouvernement du Zimbabwe, effectue des consultations au titre de l'article IV. En début d'année 2024, des discussions concernant la finalisation d'un Staff monitored program (SMP) étaient prometteuses. La récente mission du FMI a évalué que le coût du service de la dette liée aux QFO et aux bons du Trésor (y compris environ 8 % du PIB émis en 2023), combiné à des revenus inférieurs aux prévisions et aux dépenses liées à la sécheresse, a ouvert un

important déficit de financement dans le budget 2024. A cette occasion, le FMI a reconsidéré son discours. Le bilan économique reste mitigé. Bien que l'inflation ait été maîtrisée en partie grâce à l'introduction du ZiG, il est encore trop tôt pour évaluer pleinement son succès. Les contrôles stricts exercés par le gouvernement sur l'offre et la demande de la nouvelle monnaie nationale ne reflètent pas toujours la réalité du marché, suscitant des préoccupations du FMI concernant l'état des réserves nationales. Bien que le gouvernement affirme que les réserves sont adéquates, le manque de transparence et de coopération a conduit le FMI à suspendre le processus du SMP.

L'attitude parfois contradictoire du gouvernement a également perturbé les relations avec le FMI. D'un côté, le gouvernement cherche activement le soutien du FMI tout en introduisant une nouvelle monnaie sans consultation préalable et en révélant soudainement un surplus de près de 3 milliards dans la dette nationale. Le FMI critique le manque de clarté quant à la feuille de route pour réduire le déficit budgétaire.

La nomination du nouveau gouverneur de la Reserve Bank of Zimbabwe (RBZ), proche du président, est perçue comme un signe positif par la communauté internationale, y compris le FMI. Les attentes sont énormes, et le dialogue semble s'être intensifié depuis son entrée en fonction. Une meilleure coordination entre la RBZ et le ministère des Finances est également saluée comme un pas dans la bonne direction. La RBZ s'est engagée à ne pas imprimer de monnaie au-delà des réserves disponibles et à remplacer le système de change contrôlé par un système plus libre pour mieux refléter les tendances du marché, tout en luttant contre les échanges illégaux de monnaies, particulièrement en USD.

h) Etat de droit et corruption

En 2024, le niveau de corruption au Zimbabwe a augmenté avec l'introduction du ZiG, exacerbant les pratiques corruptrices par la manipulation et le détournement des fonds publics associés à son déploiement. Transparency International classe désormais le Zimbabwe au 149ème rang sur 180 pays dans son Indice de Perception de la Corruption, marquant une forte dégradation par rapport aux années précédentes. Selon un récent rapport de la Banque Mondiale, près de 1,5 million de personnes vivent dans une extrême pauvreté, directement causée par les fonds détournés qui auraient dû servir à des programmes de développement et d'aide sociale.

Parallèlement, l'instabilité économique aggravée par une sécheresse sévère a intensifié la crise humanitaire. Les investissements, tant locaux qu'internationaux, sont freinés par la crainte de pertes financières dues aux pratiques corruptrices généralisées. Les institutions chargées de lutter contre la corruption, comme la Commission Anti-Corruption du Zimbabwe (ZACC), sont gravement sous-financées et manquent de soutien politique, limitant ainsi leur efficacité.

La question de la peine de mort est actuellement débattue au parlement mais les progrès restent lents.

Depuis juin 2024, le gouvernement a procédé à l'arrestation de plus de 115 personnes, suscitant une large couverture médiatique. Ces arrestations visaient à réprimer des manifestations politiques non autorisées supposément en préparation. Cet acte de fermeté gouvernementale a eu lieu juste avant le sommet du SADC, période marquée par les récentes tensions au Kenya, où les jeunes se sont mobilisés contre une proposition de loi financière, ainsi qu'à la suite des élections en Afrique du Sud. Cette démonstration de force vise à maintenir l'ordre en surface et à assurer une tranquillité stricte pendant le sommet du SADC.

Révélaient une réorientation des alliances géopolitiques, le président zimbabwéen a récemment renforcé ses liens avec la Russie et la Chine, plutôt qu'avec les pays occidentaux. En début d'année 2024, il a effectué des voyages en Chine et en Russie, où il a rencontré Vladimir Poutine.

i) Changement climatique et State of Disaster

En janvier 2024, le Zimbabwe a officiellement déclaré l'état de catastrophe en réponse à une série de calamités climatiques dévastatrices, exacerbées par le phénomène El Niño qui a affecté plus de 4,7 millions de personnes à travers le pays, selon Africa RiskView, le logiciel de surveillance de l'African Risk Capacity (ARC). Les récoltes d'été 2023/24, ont fortement été impacté, augmentant l'insécurité alimentaire et réduisant les exportations agricoles. Au contraire, l'augmentation des importations aggrave la perspective de la balance des paiements.

En réponse, le gouvernement zimbabwéen a déclaré avoir besoin de 2 milliards de USD pour faire face à l'état d'urgence climatique concernant la sécheresse que subit le Zimbabwe en 2024.

Les organisations humanitaires comme le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ont intensifié leurs efforts pour fournir une aide d'urgence. Cependant, l'aide internationale reste insuffisante par rapport aux besoins croissants.

En juin 2024, le Zimbabwe a reçu un paiement d'assurance de 16,8 millions de dollars grâce à sa participation au mécanisme de financement des catastrophes du Groupe African Risk Capacity (ARC).

Cette assurance offre un financement prévisible pour faciliter la réponse aux événements catastrophiques, démontrant l'engagement du Zimbabwe à renforcer sa résilience climatique avec le soutien crucial de donateurs comme la Suisse, la SDC et le KfW Premium Finance Facility.

Cette situation complique la stabilité économique du pays et son processus de réengagement en freinant les progrès en cours ainsi qu'en dérégulant la balance des paiements due à l'augmentation des importations notamment de nourriture.

Conclusions sur la situation économique

En 2024, le Zimbabwe se trouve à un tournant économique et politique. Le pays a lancé d'ambitieux projets d'infrastructures visant à moderniser les transports, l'énergie et l'irrigation. Ces initiatives, soutenues par des investissements internationaux et des partenariats publics-privés, visent à stimuler la croissance économique et à préparer le pays pour le sommet de la SADC en août 2024.

Cependant, le Zimbabwe fait face à des défis persistants. L'introduction du Zimbabwe Gold en avril 2024, une nouvelle monnaie adossée à l'or, vise à stabiliser l'économie face à l'inflation et à la dévaluation monétaire. Malgré cela, des préoccupations persistent quant à la gouvernance, la transparence financière et la perception de la corruption, ce qui continue de freiner les réformes économiques et d'affecter les relations avec les institutions internationales comme le FMI.

Politiquement, des signes de réduction des sanctions internationales sont apparus, mais des défis subsistent concernant la gouvernance et les relations extérieures, marquant une période cruciale de transition pour le Zimbabwe.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

a) Agriculture et régime foncier

L'agriculture est un secteur clé de l'économie zimbabwéenne qui représente un des principaux défis pour l'économie du Zimbabwe, impactant directement la population et les exportations.

Les prévisions pour 2024 considèrent ce secteur comme composante de 11,6% du produit intérieur brut (PIB). En 2023, le secteur agricole a montré des signes de reprise après plusieurs années de défis.

Les exportations agricoles ont augmenté de 24,9 %, passant de 1 067,4 millions USD en 2022 à 1 333,1 millions USD en 2023. Cette tendance positive est principalement due aux performances du tabac, du sucre et des peaux de crocodile. Les exportations de tabac ont augmenté de 27,8 %, atteignant 1 183,8 millions de dollars US.

Le secteur a bénéficié d'une récolte record de maïs, atteignant 2,5 millions de tonnes, une augmentation de 20 % par rapport à 2023.

Les exportations agricoles ont généré environ 1,4 milliard de dollars US, marquant une augmentation de 16,7 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance a été soutenue par des réformes structurelles et politiques, l'adoption de technologies agricoles modernes et des conditions climatiques globalement favorables. Avec l'impact de la sécheresse et la perte des récoltes, une rétractation de -4,9% est prévue pour l'année 2024 selon le rapport du budget national 2024.

Concernant le régime foncier, le Zimbabwe est engagé dans d'importantes réformes. La Suisse participe activement aux négociations concernant le remboursement des fermiers blancs expropriés. Ces derniers ont perdu la majorité de leurs terres suite à l'indépendance, ce qui a également entraîné une chute de la productivité agricole dans le pays. Actuellement, de nombreux projets de coopération et de développement visent à fournir au Zimbabwe des outils résilients pour faire face aux difficultés liées au changement climatique.

b) Ressources naturelles et mines

Le secteur minier représente une part majeure du secteur économique du Zimbabwe. Sa part du PIB est estimée à de 13,7% en 2024 selon le dernier rapport en date du FMI.

Au cours de l'année 2023, les exportations de minéraux, représentant environ 80 % des exportations de marchandises du pays, ont diminué de 7,0 % pour atteindre 5,2 milliards de dollars US, contre 5,5 milliards de dollars US en 2022. Cette baisse est principalement due à la chute continue des prix des principales matières premières, influencée par les perspectives de croissance mondiale affaiblies.

L'industrie zimbabwéenne du lithium a bénéficié d'importants investissements en capital en raison de la transition mondiale vers les énergies propres, augmentant ses exportations de 854,7 %, passant de 70,6 millions de dollars US en 2022 à 674,0 millions de dollars US en 2023.

Les exportations d'or ont bénéficié de prix mondiaux plus élevés en raison de la demande refuge, mais ont été freinées par une baisse plus significative du volume due à une production plus faible en 2023. Cette diminution est due à une production réduite causée par des pannes de courant et des perturbations connexes dues aux fortes pluies, qui ont négativement affecté les opérations minières au cours des premiers mois de l'année.

Le cadre de fixation des prix de l'or domestique, affecté par les désalignements des taux de change, a également contribué à la baisse des livraisons. Les exportations d'or sont estimées avoir diminué d'environ 11 %, passant de 1 997,8 millions de dollars US en 2022 à 1 784,2 millions de dollars US en 2023.

Selon le gouvernement, le secteur minier devrait croître de 7,6 % en 2024.

c) Marché des crédits carbone

Le marché du crédit carbone représente un potentiel énorme pour le pays. Le Zimbabwe figure en douzième position dans l'ordre des producteurs de crédits carbone dans le monde. Selon le gouvernement, 4,2 millions de crédits ont pu être générés dans l'année 2022, et depuis le marché connaît une croissance rapide.

Malgré les bénéfices environnementaux visés, des scandales, comme celui entourant Kariba, ont mis en lumière des lacunes dans la gestion et la transparence des projets, entraînant des ajustements réglementaires récents. Le Zimbabwe a instauré des régulations pour encadrer le commerce des crédits carbone, visant à assurer une gestion plus transparente et efficace. Cependant, l'introduction d'une taxe de 30 % sur les revenus des projets a refroidi les investisseurs étrangers, compromettant le potentiel économique du pays dans ce domaine. Ces 30% sont destinés à alimenter un fonds climatique pour financer des actions en faveur du climat.

Des doutes subsistent quant à la réelle destination de ces taxes récoltées. Les principales entreprises actives dans ce secteur proviennent de pays du Golfe (Blue Carbon) et des questions éthiques et morales entourent d'autant plus ce secteur des crédits carbone.

Le projet REDD+ Kariba, initialement mené par South Pole en partenariat avec Carbon

Green Investments au Zimbabwe pour préserver une forêt près du lac Kariba, a entraîné un préjudice d'image significatif pour la Suisse. Des problèmes majeurs de supervision, y compris des estimations surestimées de la déforestation et des préoccupations concernant les bénéfices réels pour les communautés locales, ont éclaté publiquement. Les révélations ont incité South Pole à se retirer du projet et ont nui à sa réputation, soulignant les défis et les controverses entourant les initiatives de conservation des forêts basées sur les crédits carbone.

d) Tourisme

Le secteur touristique du Zimbabwe est un pilier important de l'économie du Zimbabwe et renferme un potentiel majeur. En 2023, selon le rapport du secteur touristique du gouvernement, il a été estimé que ce secteur employait près de 8% de la population et engendrait 4% du PIB.

Le secteur a montré une remarquable résilience et capacité de récupération en 2023 et 2024. Durant la période de janvier à septembre 2023, les arrivées de touristes ont augmenté de 52%, atteignant 1,087,445 contre 714,621 pour la même période en 2022. Une hausse des arrivées a été recensée, notamment le Moyen-Orient (153%) et l'Afrique (76%). En conséquence, les recettes touristiques ont augmenté de 18%, atteignant 724 millions de dollars US, contre 615 millions de dollars US pour la même période en 2022.

Le développement des infrastructures offre de nouvelles perspectives pour ce domaine dans l'économie du pays. Le chantier concernant les infrastructures routières au centre-ville d'Harare permet également d'espérer un impact positif dans le domaine du tourisme tout comme la rénovation de l'aéroport international Robert Gabriel Mugabe par la ChinaExim Bank. Cette rénovation a permis d'augmenter la capacité de l'aéroport de 2,5 millions à 6 millions de passagers annuels, stimulant ainsi le tourisme et le commerce.

Le sommet SADC 2024 se tenant en août 2024 dans la capitale pourrait également engager une nouvelle visibilité pour le pays.

Cependant, les défis de sécurité et d'instabilité politique et économique renvoient toujours une image peu attractive à l'internationale. Le processus de réengagement du pays pourra également avoir un impact positif dans ce sens.

e) Service

Au cours de la dernière décennie, le secteur des services a maintenu son statut de principal contributeur au PIB, représentant en moyenne plus de 50% depuis 2010 et atteignant 55% en 2023.

Les exportations de services devraient augmenter, passant de 453,3 millions de dollars américains en 2022 à 456,7 millions en 2023, pour atteindre 481,5 millions en 2024, soutenues principalement par les services de voyage et de transport.

Les importations de services devraient également croître, atteignant 1,6 milliard de dollars américains, tirées par les services de voyage, de transport et d'autres services commerciaux.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Le Zimbabwe poursuit une stratégie proactive de développement de ses échanges commerciaux internationaux. Le pays est un membre actif de la SADC, un groupe de 16 nations œuvrant à intensifier la coopération économique et commerciale, ainsi qu'à promouvoir une intégration économique à long terme. Le sommet 2024 SADC se tiendra cette année en août au Zimbabwe. Ceci en fait une bonne opportunité pour le pays de renforcer sa position parmi les leaders régionaux. Il participe également à la Zone de libre-échange préférentielle (PTA) de l'Afrique orientale et australe, un accord englobant 22 pays pour des droits de douane réduits entre membres, sous certaines conditions d'origine. Le Zimbabwe a également établi des accords commerciaux bilatéraux avec la

Namibie, le Botswana et l'Afrique du Sud. En 2009, il a signé l'accord intérimaire de partenariat économique (EPA) avec la Commission européenne au sein du bloc Afrique de l'Est et australe (ESA), facilitant l'accès sans barrières tarifaires pour les exportations des pays signataires.

En 2020, le Zimbabwe a rejoint officiellement la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), initiative visant à créer un marché unique pour les biens et services à travers l'Afrique, avec pour but ultime l'établissement d'une union douanière.

Malgré ses efforts pour attirer des investissements étrangers, y compris à travers des politiques d'incitation telles que des réductions fiscales et des facilités d'accès au marché, le Zimbabwe fait face à des défis. Les récentes introductions de taxes, comme celles imposées sur les revenus des crédits carbone, ainsi que l'exigence de paiements de 50% des taxes en monnaie locale, peuvent dissuader les investisseurs potentiels.

Il y a une tendance croissante à adopter une politique étrangère plus orientée vers des nations non occidentales comme la Russie, la Chine et certains pays du Golfe. Cependant, le gouvernement manifeste malgré tout une volonté de diversifier ses alliances et reste ouvert à toutes les options. Lors de sa participation à la ZITF 2024, le Vice-Président Chiwenga a affirmé son objectif d'accroître les échanges avec les pays nordiques.

Le Zimbabwe manifeste depuis plusieurs années une volonté de réintégrer le Commonwealth, une organisation dont il a été suspendu en 2002 avant de se retirer volontairement en 2003. Cette aspiration est motivée par plusieurs facteurs d'ordre politique et économique. Sur le plan politique, le Zimbabwe cherche à améliorer ses relations diplomatiques et à bénéficier du soutien international pour renforcer sa stabilité et sa crédibilité sur la scène mondiale. L'adhésion au Commonwealth pourrait faciliter des partenariats stratégiques et offrir une plateforme de dialogue avec d'autres nations. Économiquement, le retour au sein de cette organisation pourrait ouvrir des opportunités commerciales et d'investissement, essentielles pour la relance de son économie en difficulté. Toutefois, cette ambition rencontre des obstacles majeurs. Les préoccupations liées aux droits de l'homme, à la gouvernance et aux réformes démocratiques restent des freins importants. Les exigences du Commonwealth en matière de respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux impliquent des réformes profondes que le Zimbabwe doit entreprendre pour être réadmis.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Aucune discrimination n'est à ce jour connue pour la Suisse. Au contraire, la Suisse espère finaliser en 2024 l'accord avec le Zimbabwe sur la double imposition. Ce processus avait été retardé en raison de commentaires restés sans réponse lors des premières phases de négociation. Récemment, de nouvelles discussions ont repris, et il est maintenant question d'attendre une résolution rapide pour la signature finale de l'accord. La Suisse a été le tout premier pays à conclure puis ratifier un accord bilatéral de promotion et de protection des investissements (BIPPA) avec le Zimbabwe. Cet accord a joué un rôle crucial dans le dossier de compensation des fermiers blancs expropriés, un sujet suivi de près par l'ambassade suisse. L'ambassadeur, en tant que coprésident des négociations aux côtés de la Banque africaine de développement, a contribué à accélérer le processus en 2024, l'objectif restant la compensation effective qui devrait débuter en septembre de cette année.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Au premier trimestre 2024, les exportations du pays ont atteint 1,72 milliard de dollars US,

tandis que les importations se sont élevées à 2,14 milliards de dollars US. (Rapports mensuels de la RBZ). Les exportations de marchandises ont augmenté de 1,5 %, passant de 5,1 milliards de dollars US au cours des neuf premiers mois de 2022 à 5,2 milliards de dollars US pour la même période en 2023. En revanche, les exportations de minéraux, qui représentent environ 80 % des exportations de marchandises du pays, ont diminué de 2,3 % pour atteindre 4,1 milliards de dollars US, comparé à 4,2 milliards de dollars US au cours des neuf premiers mois de 2022. Cette baisse est principalement due au repli persistant des prix des principales matières premières, principalement les PGMS (platinum group metals).

En 2024, les exportations de marchandises devraient augmenter de 4,3 %, passant de 7 milliards de dollars US en 2022 à 7,3 milliards de dollars US en 2023, grâce à la hausse des exportations de tabac, de lithium et de diamants.

En 2024, malgré la modération des prix des matières premières clés, notamment les PGMs, les exportations sont projetées à la hausse, soutenues par la croissance de la production de lithium et de tabac, atteignant 7,7 milliards de dollars US. La reprise économique mondiale reste lente et inégale, ce qui a un impact sur les prix des matières premières de certains des principaux produits d'exportation du pays.

Étant fortement dépendant des exportations de matières premières, un choc de 1 % sur les prix mondiaux affecte les recettes d'exportation de 0,55 % à 0,7 %, en fonction de la sévérité et de la durée du choc.

En 2023, les exportations manufacturières ont enregistré une augmentation notable de 19,1 %, atteignant 430,7 millions de dollars US, contre 361,8 millions de dollars US en 2022. Cette hausse est principalement due à l'augmentation significative des exportations de cigarettes de tabac, qui ont connu une hausse remarquable de 64,1 %, passant de 64,5 millions de dollars US en 2022 à 105,9 millions de dollars US en 2023. De plus, les exportations de sucre raffiné ont augmenté de manière substantielle de 46,2 % pour atteindre 28,3 millions de dollars US en 2023, contre 19,4 millions de dollars US en 2022. La diminution des exportations de minéraux a été principalement causée par la baisse continue des prix des principales matières premières, influencée principalement par les perspectives de croissance mondiale réduites.

Les envois de fonds des expatriés contribuent toujours à l'économie à hauteur de 11.7% du PIB en 2023.

Suite aux récentes élections en Afrique du Sud, il s'agira de suivre attentivement l'évolution du pays. Ce dernier représente un des principaux partenaires économiques pour le Zimbabwe. L'Europe continue de compter comme un des partenaires principaux dans le commerce avec le Zimbabwe. A travers l'initiative Global Gateway, visant à débloquer 150 milliards d'euros d'investissements publics et privés en Afrique, en mettant l'accent sur le développement durable. Elle soutient des secteurs clés pour la croissance du Zimbabwe comme l'infrastructure, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique, avec des projets déjà lancés comme la réhabilitation du barrage de Kariba et d'autres programmes environnementaux.

4.2 Commerce bilatéral

Le volume commercial en 2023 est de 17,8 millions USD (15,6 millions CHF). On note une légère baisse par rapport à celui de 2022, qui était à hauteur de 19,9 millions USD (17,5 millions CHF).

En 2023, on observe une augmentation du volume d'exportation atteignant 9,9 millions USD (8,7 millions CHF), comparé à 5,4 millions USD (4,7 millions CHF) en 2022. Cela s'explique par la large exploitation de machines (45,5%) et de produits pharmaceutiques et chimiques (38,8%).

Concernant l'importation, les principaux secteurs concernés sont les métaux précieux (52,2%) et les produits agricoles (36,8%). Le taux d'importation en 2023 a diminué de près de moitié, passant de 12,8% en 2022 à 6,9% en 2023.

Les chiffres des exportations et des importations de 2022 montrent que le volume des importations de métaux précieux et de produits agricoles était plus important en 2022 qu'en 2023. En revanche, les exportations de produits pharmaceutiques et surtout de machines ont augmenté en 2023.

Cette différence est relativement complexe à expliquer, car le volume des échanges avec le Zimbabwe est faible, et une variation d'une année à l'autre peut simplement correspondre à un changement de fournisseur des entreprises ou à une baisse des besoins pour certains biens. Le rapport économique de 2022 indique que le gouvernement zimbabwéen avait pour objectif d'investir davantage dans son système de santé, ainsi que dans les technologies et la communication, ce qui pourrait expliquer en partie l'augmentation des exportations. Pour les importations, il faut tenir compte de la chute des prix mondiaux des matières premières en 2023, une tendance qui devrait se poursuivre en 2024.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Les investissements économiques au Zimbabwe demeurent fragiles à la suite de l'introduction récente du ZiG, nécessitant une approche prudente pour évaluer son impact potentiel sur l'économie nationale. Bien que l'économie ait récemment montré des signes de stabilisation, il est trop tôt pour en conclure une amélioration durable. Néanmoins, les secteurs miniers et des crédits carbone continuent de représenter des opportunités attrayantes pour les investissements étrangers, malgré les défis persistants. Les récentes réformes économiques laissent entrevoir des avancées possibles dans la gestion économique du pays, avec l'espoir d'une restauration progressive dans les années à venir. Cependant, la volatilité monétaire reste une préoccupation majeure.

Parallèlement, les industries zimbabwéennes sont confrontées à une crise sérieuse alors que la Reserve Bank of Zimbabwe (RBZ) n'a pas réussi à résoudre un retard important de près de 100 millions de dollars US dans le système d'enchères de devises étrangères d'ici mars, selon un rapport du Business Times. Les leaders industriels ont exprimé des préoccupations quant à l'efficacité du système d'enchères, soulignant que les promesses de résolution de ce problème n'ont pas été suivies d'effet.

Le marché nécessite environ 320 millions de dollars par semaine pour répondre aux besoins, tandis que l'enchère n'arrive actuellement à fournir qu'environ 40 millions de dollars par semaine, ce qui aggrave les difficultés pour les entreprises locales. Malgré ces défis, les fabricants zimbabwéens ont augmenté leurs investissements en équipement en 2023 par rapport à 2022, atteignant une valeur de 128,7 millions de dollars US contre 101 millions en 2022.

Cela représente une augmentation significative du nombre d'entreprises investissant dans l'expansion, passant de 40 % à 46 %. Cependant, ces investissements n'ont pas encore conduit à une augmentation significative de la production, mettant en lumière les problèmes persistants de productivité. La difficulté d'accès aux devises étrangères persiste, avec 76 % des entreprises sondées reliant leurs revenus à des ventes en USD et seulement 12 % obtenant des devises via des enchères, qui ont depuis été abandonnées.

En termes de perspectives économiques, 47 % des fabricants sont optimistes quant à une amélioration de l'économie entre 2023 et 2024, tandis que 30 % s'attendent à une détérioration. Malgré cela, le secteur manufacturier montre des signes de stagnation, avec sa contribution au PIB chutant de 14,8 % en 2018 à seulement 9 % en 2023.

La RBZ maintient sa décision de convertir les allocations non payées aux enchères de devises en certificats de dépôt non négociables (NNCD) pour contrôler l'offre de monnaie. Cette mesure vise à préserver les réserves et à stabiliser l'offre monétaire, malgré les inquiétudes exprimées par l'industrie concernant l'impact potentiel sur leur liquidité immédiate. Les NNCDs sont convertis au taux de change actuel, avec une maturité de 24 mois et un taux d'intérêt de 7,5 % par an, une décision qui suscite des préoccupations parmi les entreprises qui utilisent ces fonds comme capital de travail.

5.2 Investissements bilatéraux

Le Zimbabwe représente un énorme potentiel dans de multiples domaines d'investissements, notamment le marché des crédits carbone et le secteur minier. Grâce

à l'accord bilatéral de promotion et de protection d'investissements entré en vigueur en 2001, la Suisse et le Zimbabwe partagent des intérêts mutuels. Pour autant, le domaine des crédits carbone a souffert d'importants dégâts d'image notamment avec un impact sur la suisse à la suite du scandale Kariba project. Ainsi, des projets dans ce secteur ont été refroidit et le mot d'ordre est prudence.

Les principales entreprises suisses présentes à ce jour au Zimbabwe sont notamment Nestlé, Bata, Lindt, Schindwe (partner of Schindler) ou encore Lafarge Cement Zimbabwe Limited.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

À travers la "Swiss Zimbabwe Business Chamber", la Suisse espère développer des liens fructueux avec le Zimbabwe. Cette organisation a pour but de créer un cadre clair et favorable à l'implantation des entreprises suisses souhaitant commercer avec la région. En déployant son plein potentiel, la chambre de commerce pourra notamment permettre de faciliter les échanges, offre des conseils stratégiques, et soutient les entreprises dans leurs démarches administratives et légales, renforçant ainsi les relations économiques bilatérales.

En complément de cette initiative, le Business HUB basé à Pretoria, en Afrique du Sud, agit également comme un outil essentiel pour promouvoir et soutenir les partenariats commerciaux entre la Suisse et le Zimbabwe. Ce HUB sert de centre régional pour les affaires suisses en Afrique, offrant une expertise locale, des services de mise en réseau, et un soutien logistique. Il permet aux entreprises suisses d'accéder plus facilement aux marchés africains, de comprendre les dynamiques économiques locales, et de développer des stratégies adaptées aux réalités régionales.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

La Suisse bénéficie d'excellentes relations avec le Zimbabwe et jouit d'une image positive dans ce pays. Le travail accompli par notre ambassade, notamment dans le processus de réengagement axé sur le secteur agricole et la gouvernance, témoigne de la grande confiance accordée à notre pays. Les relations étroites établies avec les membres du gouvernement zimbabwéen en sont la preuve. De plus, le dialogue engagé concernant l'abolition de la peine de mort illustre également la confiance accordée aux institutions helvétiques.

Cependant, la Suisse reste une destination coûteuse pour la population zimbabwéenne, ce qui limite les échanges touristiques et culturels.

Depuis plusieurs années, le Zimbabwe participe activement au Forum économique de Davos. Cette participation souligne l'importance des relations économiques et politiques entre les deux pays, et offre une plateforme pour discuter des défis et des opportunités économiques mondiaux.

Le soutien suisse dans le domaine médical et pharmaceutique est également largement reconnu et apprécié. Les initiatives telles que les cliniques soutenues par l'ambassade suisse, comme la clinique Ruedi Lüthy, sont des exemples concrets de l'engagement de la Suisse à améliorer les soins de santé au Zimbabwe. Ces efforts sont régulièrement salués et renforcent les liens bilatéraux en contribuant au bien-être de la population zimbabwéenne.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

Répartition du PIB	2015	2020 ¹	2022	2023	2024
--------------------	------	-------------------	------	------	------

¹ Les données pour 2021/ 2020 ne sont pas disponibles selon la Banque mondiale, prise en compte des données disponibles les plus récentes.

Agriculture	8.3%	7.6%	N/A	10.6 %	11.6 %
Industrie	22.4%	35.8%	20.6%		10.6 %
Mines	N/A	N/A	N/A	N/A	13.7 %
Services	58.7%	49.9%	50%	N/A	N/A

Répartition de l'emploi	2014	2019	2022	2023	2024
Agriculture	67%	66%	N/A	N/A	N/A
Industrie	7%	7%	N/A	N/A	N/A
Services	26%	27%	N/A	N/A	N/A

Source :

- <https://data.worldbank.org/country/zimbabwe>
- Pour 2024 : données FMI en rapport à leur mission de juin 2024

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Source : Banque Mondiale

Source : Gouvernement

Source : FMI

	2020	2021	2022	2023	2024 (first quarter)
PIB (USD mia)	21.51	28.37	27.37	26.54	34.41
PIB/habitant (USD)	N/A	1 773.9	1 676.8	1 592.4	2'090
Taux de croissance (% annuel)	-5.3	5.8	6.5	5.5	3.3 VS 3.1
Taux d'inflation (%)	N/A	5.76	0.22	6.9	5.8
Taux de chômage (% de la population active)	8.6	9.5	10.1	8.8	63.3
Solde budgétaire (million USD)	N/A	N/A	916.2	N/A	N/A
Exportations (milliard USD)	4.8	5,75	6.59	7.23	1.18
Importations (milliard USD)	5.38	7.54	16,21	9,19	1.41
Solde des transactions courantes (% du PIB)	2.5	1	1	0.7 VS 0.4	0.1 VS 0.2
Dette nationale (milliard USD)	N/A	17.4	12.3	17.7	20.5
Dette brute du gouvernement (% PIB)	84.5	58.6	100.6	90.2	98.5
Dette domestique (milliard USD)	N/A	3.9	3.5	5	8.47
Dette extérieure (milliard USD)	N/A	13.6	8.7	12.7	12
Service de la dette (% des exportations)	N/A	N/A	N/A	55.6	N/A
Réserves	33'405'021	838'780'245	598'621'574	115'529'710	N/A

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

Sources : rapport interne FMI

Année : 2021

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)
1	Afrique du Sud	2 268,36	1	Afrique du Sud	3 210,69
2	Emirats Arabes Unis	1 478,38	2	Singapour	1 044,34
3	Mozambique	395,55	3	Chine	907,36
4	Chine	256,05	4	Mozambique	254,56
N/A	<i>Suisse</i>	N/A	36	<i>Suisse</i>	23,97
	Total	5 750		Total	7 541 170 002

Année : 2022

Rang 1-140	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Rang 1-195	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)
1	Afrique du Sud	2 755,68	1	Afrique du Sud	6 690,20
2	Emirats Arabes Unis	2 126,19	2	Singapour	2 214,13
3	Chine	582,82	3	Chine	2 099,45
4	Belgique	214,94	4	Mozambique	589,10
30	<i>Suisse</i>	11,49	38	<i>Suisse</i>	47,19
	Total	6 590		Total	16 210 488 967

Année : 2023

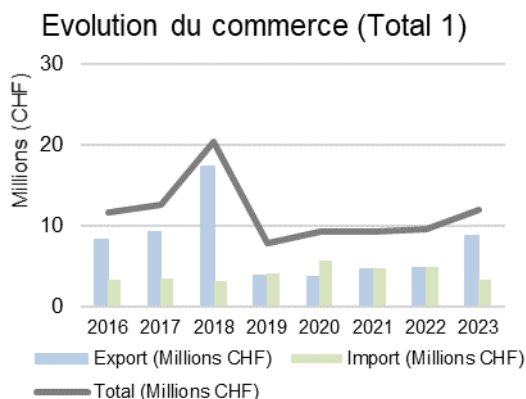
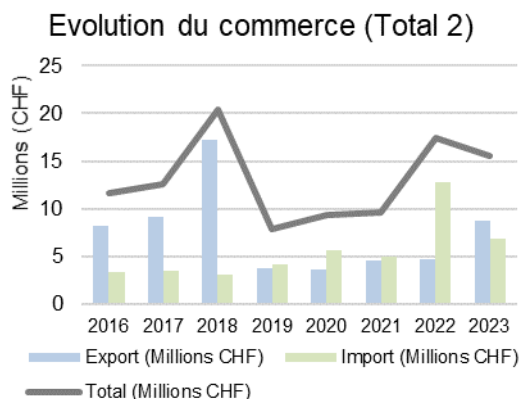
Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)
1	Afrique du Sud	2 233,22	1	Afrique du Sud	3 494,64
2	Emirats Arabes Unis	1 910,08	2	Chine	1 368,06
3	Chine	1 280,34	3	Bahamas	469,43
4	Mozambique	397,70	4	Singapour	460,49
39	<i>Suisse</i>	5,19	33	<i>Suisse</i>	36,51
	Total	7 230		Total	9 192 371 616

Année : 2024 janvier-février

Rang 1-140	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Rang 1-195	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)
1	Afrique du Sud	347,76	1	Afrique du Sud	532,09
2	Emirats Arabes Unis	279,82	2	Chine	221,91
3	Chine	264,41	3	Bahamas	92,99
4	Mozambique	98,54	4	Emirats Arabes Unis	55,81
60	<i>Suisse</i>	0,026	21	<i>Suisse</i>	22,38
	Total	1 180		Total	1 412 271 170

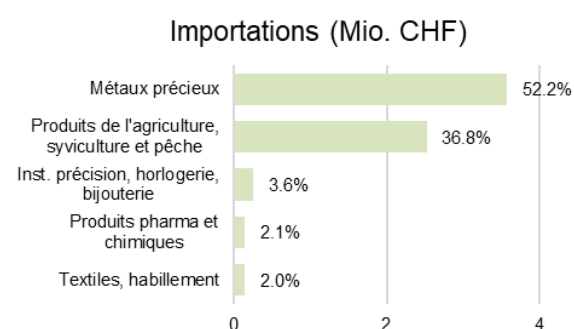
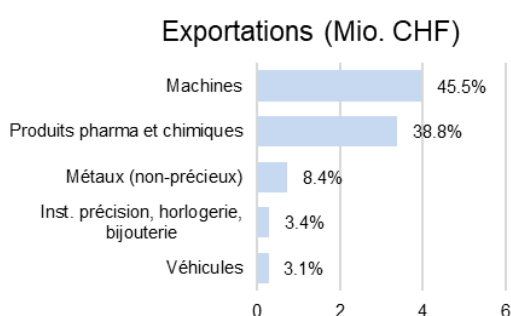
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux Suisse-Zimbabwe²

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

1. Développement du commerce³

	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
2019	3.7	-78.6	4.2	36.1	-0.5	7.9	-61.3
2020	3.6	-1.8	5.7	35.5	-2.0	9.3	18.0
2021	4.6	25.2	5.0	-11.6	-0.4	9.5	2.8
2022	4.7	2.9	12.8	156.3	-8.1	17.5	83.2
2023	8.7	86.5	6.9	-46.4	1.9	15.6	-10.9
(Total 1)	4.7	2.9	4.9	4.3	-0.2	9.6	3.6

2. Composition du commerce 2023

² Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#)³ Total "Vue conjoncturelle" (Total 1) : sans l'or en lingots et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses ainsi que les objets d'art et les antiquités.

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

Importations	2021 (% du total)
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	85.2%
2. Métaux précieux et pierres gemmes	5.9%
3. Textiles, habillement, chaussures	3.2%
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	2.9%

Importations	2023 (% du total)
1. Métaux précieux	52.2%
2. Produits de l'agriculture, sylviculture et pêche	36.8%
3. Instruments horlogerie, bijouterie	3.6%
4. Produits pharma et chimiques	2.1%

Exportations	2023 (% du total)
1. Machines	45.5%
2. Produits phares et chimiques	38.8%
3. Métaux (non précieux)	11.4%
4. Instruments horlogerie, bijouterie	3.4%

Exportations	2020 (% du total)	2021 (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	67.9%	76.5%
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	2.8%	11.1%
3. Machines, appareils, électronique	24.2%	9.3%
4. Métaux	1.5%	1.3%

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte

Données non disponibles.
